

SOMMAIRE

- * 2012 : Porter haut et fort nos revendications
- * Labellisation: imposons NOS conditions
- * Après Lillebonne, Civray !
- * Plan d'urgence pour l'orientation



Souhaitons nous une très bonne

Année 2012 !

**MANIFESTATION
NATIONALE le
31 JANVIER A
PARIS**

L'année qui commence est placée sous le signe de la crise, mais aussi d'un espoir de changement qui pour ne pas être déçu devra tenir, haut la barre de nos revendications et s'appuyer pour cela, sur toute la profession.

L'année écoulée a malheureusement confirmé la justesse des analyses que le SNES avait développées depuis la fin 2009 sur la labellisation. Loin d'être simplement dues au désengagement des conseils généraux, les fermetures de CIO orchestrées par les Rectorats, obéissent bien à un plan gouvernemental visant à créer les conditions pour la mise en place de lieux uniques pour l'orientation. Même si le discours officiel est plus prudent, c'est bien l'objectif final à atteindre ! (cf. rapport Pitte)

Nos camarades du pôle emploi, ne s'y trompent d'ailleurs pas, car ils ont déjà entendu la chanson: au début, à eux aussi, on a parlé de premier accueil, de préservation des statuts et des missions. Aujourd'hui, leurs métiers sont fusionnés et c'est le règne de la polyvalence et de la maltraitance des personnels comme des usagers.

Pour autant, l'avenir n'est pas écrit !

Le bilan de l'année 2011, montre que tout ne s'est pas déroulé aussi facilement que le DIO l'espérait !

Pourtant tout avait été conçu pour un règlement rapide et sans heurts: L'obligation de passer par des conventions locales, l'imposition d'un cahier des charges non négocié et non pertinent pour la formation initiale, le silence absolu sur les projets de labellisation et surtout sur les contreparties pour nos services, le refus de consulter les personnels, le traitement de ces demandes sur un terrain interministériel où l'Education Natio-

nale n'a pas vraiment voix au chapitre, les délais extrêmement courts imposés par les DIRECCTE.

Les manœuvres déjouées, la discussion imposée

Mais, grâce à la vigilance du Snes, et à l'information en temps réel des collègues sur les projets en cours ici et là, grâce aux mobilisations, fortes comme en PACA et récemment à Poitiers, cette politique autoritaire, a pu être stoppée dans plusieurs académies.

EN PACA, tout le monde aura suivi la bataille menée par la FSU qui a conduit le CCREFP à adopter un accord cadre introduisant de nombreux gardes – fous absents du cahier des charges et à travailler sur un projet de convention type.

En Ile de France, à la suite des réactions déterminées de la FSU, le principe de discussion sur une grille de critères avant toute labellisation a été adopté alors que le projet de labellisation du SPO 77 avait déjà été annoncé par le DIO qui en fut paraît il très dépit(t)é !

A Poitiers, après le succès de la grève du 8 Décembre, le recul de la Rectrice sur la fermeture annoncée de 5 CIO, s'est accompagné de la suspension de l'examen des projets de labellisation qui pourtant, pour certains étaient déjà sur les rails (lire la déclaration commune FSU-CGT sur le site du SNES) **C'est possible !**

Tous nos vœux de succès pour cette nouvelle année !



Labellisation : C'est la profession qui doit imposer son expertise et mettre SES conditions à cette labellisation « sauvage ».

Qui sont-ils ces technocrates pour prétendre nous « professionnaliser » alors que nous sommes formés au niveau du master II de psychologie et les seuls à l'être ?

Qui sont-ils pour prétendre nous apprendre à « accueillir » les personnes et à réaliser des « entretiens » grâce à des référentiels ad hoc ?

Qui sont-ils pour vouloir nous imposer des formations, des outils ou des démarches communes alors que nous sommes fonctionnaires de catégorie A ayant des missions de conception et que de plus nous sommes psychologues ?

Qui sont-ils pour prétendre nous faire adopter leurs prétendus « guides des bonnes pratiques » issus tout droit des catalogues de gestionnaires en ressources humaines, experts en normalisation et taylorisation des métiers du social et de la santé ?

Qui sont-ils pour vouloir nous faire croire, qu'un accueil sur un « open space » dans une plateforme multiservice, c'est la même chose que l'accueil au CIO ?

Qui sont-ils pour prétendre vampiriser les moyens du service public en nous imposant de travailler sans aucun moyen supplémentaire pour des organismes non publics, au détriment du CIO et des établissements scolaires ?

Notre métier a une histoire, des ressources théoriques et pratiques, des valeurs, ne lais-

sons pas ces technocrates le mettre en pièces, au prétexte de normes européennes inspirées de théories économiques libérales dont la nocivité se vérifie tous les jours !

On peut toujours apprendre et se perfectionner mais cela suppose que ce soit sur la base de notre conception de l'orientation, de notre qualification de psychologue, de notre métier ! Les méthodes et les démarches ne sont pas des « recettes express » pour tout un chacun, mais demandent une mise en œuvre, en appui sur une formation théorique et pratique !!

Notre force, c'est notre engagement pour la mise en place d'un système éducatif démocratique qui prenne appui sur les projets d'avenir des jeunes et redonne tout son sens au Service Public. **Notre force, c'est au-delà de tous les rapports, notre travail réel sur le terrain** auprès des élèves, des parents et des équipes d'établissements! **C'est aussi la mobilisation de l'ensemble de la FSU à nos côtés**, en particulier, dans les CCREFP, et en convergence avec les organisations syndicales signataires de l'appel aux CCREFP (CGT, SUD) front unitaire qu'il nous faut toujours chercher à élargir, sur nos revendications, dans le souci de la défense du métier et des CIO.

La profession n'a pas dit son dernier mot ! En 2012, c'est le moment de nous faire entendre !



Manifestation nationale Le 31 Janvier

Non aux réformes qui imposent d'autres critères que ceux de la qualité du métier et du service public

Après Lillebonne, Civray !

Après le recul de la Rectrice suite à la mobilisation du 8 décembre, seul le CIO de CIVRAY était encore menacé de déménagement à MONTMORILLON. Le déménagement était prévu pour le 29 Décembre, alors que le bail non encore dénoncé court encore sur 6 mois et que la Mairie est prête à trouver de nouveaux locaux. **La section académique du SNES, le SNASUB, l'Union locale CGT, Sud éducation, les parents et les élus se sont rassemblés au petit matin pour empêcher le déménagement et ils ont gagné !** Dans la foulée, le processus de labellisation va finalement être suspendu, jusqu'à ce qu'un cadrage régional soit établi. Nul doute que l'action des organisations syndicales a été particulièrement efficace pour mettre un coup

d'arrêt à ce qui se présentait comme inéluctable!

Un séminaire de réflexion est prévu le 1^{ER} février sur le sujet. Un prochain CCREFP en Mars définira les critères d'examen des projets. Selon la DIRECCTE, plusieurs projets seraient en attente dont Jonzac, Rochefort et un projet dans le 79.

La mobilisation sur Poitiers est bien une nouvelle fois la preuve que lorsque les personnels, les enseignants, les parents, les élus s'en mêlent la notion d'urgence devient bien plus relative et ce qui paraissait impensable hier peut s'envisager sans difficulté !

Un bel exemple à suivre partout en 2012!



Un plan d'urgence pour le service public d'orientation !

...Les politiques éducatives et budgétaires, avec leur cortège de réformes et de suppressions massives de postes, ont placé le second degré dans une situation dramatique. La poursuite d'une telle politique serait désastreuse pour l'avenir de la jeunesse et pour le service public d'orientation de l'Education Nationale

Un plan d'urgence est indispensable!

Nous en donnons quelques axes forts à soumettre au débat et à enrichir

* Revoir les termes de la Loi de novembre 2009 de manière à introduire une différenciation des publics scolaires et non scolaires et à limiter aux services publics, revalorisés et développés, la prise en charge des besoins des jeunes comme des adultes

* Inscrire clairement l'orientation en milieu scolaire comme un levier de développement psychologique et social des élèves et des étudiants, de leurs aspirations et de leurs possibilités d'accès à la qualification et non exclusivement comme une adaptation étroite à une insertion prétendument réaliste et porteuse d'emploi.

* Maintenir et renforcer le réseau des CIO sur tous les territoires en fonction des besoins du public scolaire et non des bassins d'emploi, qui détricotent le maillage en zone rurale, en particulier

SNES — FSU
46 avenue d'Ivry
75013 Paris

Téléphone :
01 40 63 29 20
Télécopie :
01 40 63 29 76
Messagerie :
cio@snes.edu

- * Reprendre les recrutements à hauteur de 250 par an pendant 4 ans pour rattraper l'hémorragie provoquée par le non remplacement de 5 copsy sur 6 et établir une programmation pour parvenir progressivement à une prise en charge n'excédant pas 1000 élèves par Conseiller
- * Revoir le recrutement dans ce sens tout en préservant le potentiel des deux ans de formation et en prévoyant des pré-recrutements dès la licence de psychologie
- * Revaloriser fortement les salaires et les carrières en prenant en compte le niveau réel de formation (à bac + 5 et non à Bac +3); Créer une véritable hors classe pour les copsy



Compte rendu de l'audience au cabinet du Ministre

Le secrétariat de catégorie (M.A. Monnier, C. Remermier) et R. Hubert (co-secrétaire général) ont été reçus le 14 Décembre par M. Lugnier, conseiller auprès du cabinet du Ministre. Trois points ont essentiellement été abordés : La labellisation, les fermetures de CIO et la formation.

Concernant la labellisation, nous avons dénoncé le silence du MEN et l'absence de positionnement fort de nos services que nous étions en droit d'attendre au moins des Rectorats, en comparaison avec les consignes très claires reçues par les CRIJ et les Missions locales. Le conseiller nous a indiqué que le MEN n'avait pas souhaité « ajouter des textes aux textes » dans la mesure où le décret et le cahier des charges avaient été publiés. Le choix a donc été fait de laisser faire les acteurs en Région ! Le parti pris de la gestion au local n'est donc absolument pas remis en cause.



Concernant la fermeture des CIO, l'explication reste celle du désengagement des Conseils généraux qui résiste peu devant les exemples de décision de plusieurs Rectorats de fermer des CIO d'Etat, que d'ailleurs la Rectrice de Poitiers a très bien résumé dans une circulaire ; il faut faire vivre l'esprit « guichet unique ». ! Le Cabinet n'a manifestement pas l'intention de freiner le processus !

Concernant la formation, il ne s'agit actuellement que d'une réflexion interne au MEN (compte rendu complet http://www.snes.edu/spip.php?page=article&id_article=22399&var_mode=calcul)